

**Ambassade de France en Lettonie
Service économique pour les Etats Baltes**

Riga, le 8 septembre 2022
Rédigé par I. Saracinska
Revu par B. Le Tallec

Lettonie : Perspectives macro-économiques en 2022

Résumé : La croissance s'est établie à 4,8% en 2021 et a permis à la Lettonie de retrouver son niveau de PIB d'avant la crise épidémique de la Covid19. Le début de l'année 2022 a été marqué par une performance inattendue du PIB : croissance en glissement annuel de 6,7% au 1^{er} trimestre et de +4,7% au 1^{er} semestre. **En raison du rebond très marqué de l'activité économique après la crise sanitaire qui compense à ce stade en partie les impacts négatifs de la guerre en Ukraine**, le ministère des Finances vient de rectifier sa prévision de croissance de 2,1% à 2,8% pour 2022. Le réel point de vigilance est la hausse continue et massive des prix des matières premières et de l'énergie. L'inflation pourrait atteindre 16,5% sur l'année 2022, beaucoup plus que les 8,5% prévus par le ministère des Finances en mars dernier.

Après la levée des restrictions sanitaires, l'activité économique a connu une forte reprise au 1^{er} semestre 2022. La croissance est maintenant estimée à 2,8% en 2022

En 2021, la croissance s'est établie à 4,8% et a permis à la Lettonie de retrouver son niveau de PIB d'avant la crise épidémique de la Covid 19. Au début du conflit russo-ukrainien, les autorités lettones s'attendaient à de fortes répercussions de la guerre sur les perspectives économiques du pays. Cependant, l'activité économique ayant connu une plus forte reprise que prévue au 1^{er} trimestre 2022 : +6,7% en glissement annuel et +3,6% par rapport au dernier trimestre 2021, cela a conduit la Banque de Lettonie de réviser à la hausse dès juin 2022 ses prévisions de croissance pour 2022 à 2,9 %, contre 1,8 % prévus en mars. **La consommation privée a été le principal moteur au premier trimestre.** La disponibilité de commerces et de services divers, ainsi que l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie, ont stimulé les dépenses (en glissement annuel, les services ont progressé de 16,6%, le commerce de 8%, l'industrie de transformation de 8,3%, tandis que l'accroissement du secteur de l'HoReCa a représenté presque 84% par rapport au dernier trimestre 2021). La guerre en Ukraine a également provoqué un regain ponctuel d'activité à la fin du 1^{er} trimestre, avec des achats de matières premières, de composants et de produits finis, dans un contexte d'inquiétude quant à leur disponibilité et à leurs prix futurs. Les mesures de soutien à l'Ukraine et aux réfugiés de guerre ont également contribué à entretenir l'activité.

Au vu de la progression du PIB de +4,7% au 1^{er} semestre 2022, **le ministère des Finances a actualisé en août sa prévision de croissance pour 2022 de 2,1% (prévus en mars) à 2,8%**. Toutefois, l'ampleur des répercussions de la guerre en Ukraine restent difficiles à estimer à ce stade pour le reste de l'année, notamment sur le plan énergétique (prix du gaz et de l'électricité).

Le déficit public qui était déjà historique à 7,3% du PIB en 2021 devrait également être très élevé en 2022 en raison des nouvelles dépenses publiques décidées suite à la guerre en Ukraine. Tout d'abord, le gouvernement a approuvé le 1^{er} mars 2022 l'augmentation d'ici 2025 des dépenses militaires à 2,5% du PIB, contre 2% aujourd'hui. En août 2022, le gouvernement a également approuvé un plan d'aides financières destiné aux ménages et aux entreprises afin de compenser partiellement la forte hausse des prix de l'énergie entraînée par la crise énergétique en Europe qui a débuté l'automne dernier et aggravée

par la guerre en Ukraine. Le montant du budget consacré pour financer ce paquet de soutien pourrait atteindre 650M EUR ce qui représente environ 1,7% du PIB. A plus long terme, le gouvernement est en train de mettre en place des mesures nécessaires pour la création de réserves de gaz naturel suffisantes pour assurer la période de chauffage hivernale et garantir la stabilité du réseau électrique (193,4M EUR pour l'achat de 1,8-2,2TWh de gaz naturel en début de l'année prochaine).

La dette publique, dont il était initialement prévu qu'elle plafonne en dessous de 50% du PIB en 2022 (45% en 2021), pourrait évoluer de manière plus importante que prévue, sans qu'il soit possible de donner aujourd'hui une estimation précise. A ce stade, la guerre en Ukraine, les sanctions contre la Russie et la Biélorussie, ainsi que la hausse des prix, n'ont pas réellement eu d'impact sur le marché du travail toujours confronté à des pénuries de main d'œuvre. **Le taux de chômage** devrait diminuer à 7,1% à la fin 2022 contre 7,6% initialement prévus en mars.

Compte tenu de la forte hausse des prix à la consommation, **le salaire moyen brut** devrait continuer à augmenter de l'ordre de 8% (au lieu de 6% prévus en mars) et atteindre 1379 EUR en 2022. Selon les données de l'Agence lettone de l'emploi, pour la période entre le 8 mars et le 26 juin 2022 presque 7000 réfugiés ukrainiens ont manifesté de l'intérêt pour rentrer sur le marché du travail letton. A ce jour, 5000 emplois sont offerts dans différents domaines économiques, comme l'industrie de transformation, le BTP, la restauration, les technologies d'information, le transport et la logistique, ainsi que l'agriculture. Plus de 60% des offres sont dans la région de Riga.

L'inflation est estimée à 16,5% en 2022 : un facteur de risque pour l'économie lettone ?

L'inflation est particulièrement importante en Lettonie depuis le mois d'août 2021 et elle a atteint 7,9% pour l'année 2021. En juillet 2022, selon la dernière estimation du Bureau des statistiques letton (www.csb.gov.lv), les prix à la consommation avaient augmenté de 21,5 % par rapport à juillet 2021. En juin 2022, la Banque de Lettonie prévoyait une inflation de 14,8% en 2022 (revue à la hausse après la prévision de 6,1% en décembre 2021 et de 9,5% en mars 2022), tandis **que le ministère des Finances estime maintenant ce chiffre à 16,5% en août 2022** (au lieu de 8,5% prévus en mars 2022).

La hausse massive des prix des biens et des services liés au logement (50,7% en glissement annuel en juillet 2022) est portée tant par le coût de l'énergie et que par celui des matériaux de construction et de réparation. La hausse des prix des biens et services liés au transport, de 28,8%, est fortement corrélée à la hausse des prix du carburant destiné au transport (51,5%). Les prix alimentaires ont augmenté de 24,3%, avec de fortes disparités : les fruits et les légumes ont augmenté de 13%, le lait de 36,6%, la farine et les céréales de 56,8%, le riz de 30,9%, les huiles végétales de 47,5% et la viande et les produits de charcuterie de 10 à 32%. La hausse des prix ayant particulièrement affecté les biens et services de première nécessité (logement, alimentation et transport), l'inflation pourrait avoir un impact fort, poussant une partie des ménages précaires vers des situations très difficiles. Les retraités sont particulièrement concernés, puisque 44,6% des plus de 65 ans étaient vulnérables au risque de pauvreté en 2020. Selon les dernières estimations du ministère de l'Economie, sur l'année 2022, les prix de l'électricité, du gaz, du chauffage et du combustible solide pourraient augmenter en moyenne de 39%, tandis que ceux du carburant, de 40%. Cette hausse contribuera à hauteur de 6,5 points de pourcentage à l'inflation totale en 2022.

Commentaires : *La vigueur de la croissance économique de la Lettonie ces prochains mois et en 2023 restera dépendante des répercussions de la guerre en Ukraine et notamment de l'évolution des coûts de l'énergie qui pourrait faire perdurer l'inflation et entraver la croissance économique. En outre la croissance lettone sera fortement dépendante de celle de ses principaux partenaires commerciaux (Estonie, Lituanie, Allemagne, pays nordiques...)*

Bertrand Le Tallec

1. Evolution des prévisions macro-économiques

	Croissance du PIB		Inflation	
	2022	2023	2022	2023
Ministère des Finances				
Août 2021 - Loi de finances 2022	5%	3,5%	2,4%	2%
Février 2022 Programme de Stabilité 2022-2025	4%	3,9%	6,2%	3,1%
Mars 2022	2,1%	2,5%	8,5%	3,5%
Août 2022 – Loi de finances 2023)	2,8%	1%	16,5%	6,5%
Banque de Lettonie				
Septembre 2021	5,1%	4%	4%	2,7%
Décembre 2021	4,2%	3,8%	6,1%	2,9%
Juin 2022	2,9%	2,4%	14,8%	7%

2. Quelles mesures publiques de soutien à l'économie et aux ménages

En novembre 2021, le gouvernement a décidé, suite à une proposition du Ministère de l'Economie, qu'à partir du 1er janvier 2022, le taux moyen de la composante obligatoire d'achat, écotaxe comprise dans le prix de l'électricité, sera réduit d'environ 60 %. Le taux moyen atteindrait ainsi 7,55 MWh ce qui constituerait une aide considérable pour tous les consommateurs d'énergie - ménages et entreprises. Cette baisse pourrait réduire les factures d'électricité des consommateurs de 8 à 10 %.

Face aux hausses de prix, le gouvernement Letton a mis en place **en janvier 2022 des mesures d'urgence pour les consommateurs** : le parlement letton (Saeima) a adopté une loi sur les mesures visant à atténuer l'extrême augmentation des prix de l'énergie, prévoyant un ensemble de mesures de soutien de 250 M EUR destinées à compenser les ménages et les entreprises pour la hausse des prix de l'énergie. Certains consommateurs qui utilisent entre 221 kWh et 5 269 kWh de gaz naturel recevront une compensation pour la hausse extrême des prix si le prix du gaz dépasse 0,034 EUR par kWh (hors TVA). Cette aide, qui coûtera environ 27 M EUR, sera accordée à quelque 65 000 ménages de janvier à avril. A court terme, de février à mai, une aide mensuelle de 50€ par enfant et de 20€ par personne âgée a été également décidée. Le gouvernement compensera enfin les coûts de distribution de l'électricité.

Le parlement letton, la Seima, a adopté **le 11 août 2022 un plan d'aides financières aux ménages** qui comprend de nombreuses mesures concrètes destinées à compenser la forte hausse des prix entraînée par la crise énergétique en Europe qui a débuté l'automne dernier et qui se fait de plus en plus ressentir après la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine. Le plan comporte deux volets : meilleure protection sociale sous la forme d'une réévaluation de l'allocation de logement, elle-même élargie à un plus grand nombre de ménages, et la prise en charge de la moitié de la hausse des prix de l'énergie pour tous les ménages. L'aide sera axée sur les ménages utilisant les moyens de chauffage suivants : chauffage collectif urbain, gaz naturel, électricité, pellets de bois, briquettes ou bois de chauffage. Il a été décidé que le soutien de l'Etat concernera finalement la totalité de la période entre 1^{er} mai 2022 et le 30 avril 2023. Le montant du budget nécessaire pour financer ce paquet de soutien prolongé dans le temps par rapport aux prévisions initiales est estimé à 442,25 M EUR (réparti sur les exercices 2022 et 2023).

Le gouvernement letton a approuvé **le 23 août 2022 un plan d'aides financières aux entreprises** afin de compenser partiellement la hausse des prix de l'électricité. Une compensation de la hausse des prix de l'énergie pour les entreprises énergivores sous forme de subventions est prévue pour la totalité de la période entre le 1^{er} février 2022 et le 31 décembre 2022. Le montant du budget consacré à cette mesure de soutien représente 50M EUR. Selon les estimations du ministère de l'Economie, cette mesure concernera environ 250 entreprises dont les dépenses pour les ressources énergétiques représentent au moins 10% des dépenses totales. Il est prévu également de prendre en charge à 100% des dépenses pour les coûts de transport et de distribution de l'électricité (y compris la TVA) pour les entreprises pour la période entre le 1^{er} octobre 2022 et le 30 avril 2023. Cette mesure de soutien, qui devrait coûter 123,58M EUR (53M EUR sur l'exercice 2022 et 70,6M EUR en 2023), serait automatiquement déduite de la facture des entreprises. Le paquet d'aides financières aux entreprises doit être encore approuvé par le parlement letton (Saeima).

3. Mesures pour réduire la dépendance des ressources énergétiques en provenance de Russie.

Le gouvernement letton a demandé à « Latvenergo » de constituer des réserves en cas de crise de l'approvisionnement en gaz depuis la Russie. A ce stade, « Latvenergo » a signé des contrats d'approvisionnement en gaz depuis la Norvège, les Etats-Unis et le Qatar pour 2TWh.

La Lettonie a décidé d'accélérer le développement de l'éolien. Lors d'une déclaration le 22 février 2022, le ministre de l'économie Letton Janis Vitenbergs a annoncé la création d'une coentreprise entre « Latvijas Valsts Mezi », entreprise publique gestionnaire des forêts publiques, et « Latvenergo », entreprise publique responsable de la production électrique en Lettonie. Le but de cette coentreprise est de rendre possible la construction de nouveaux champs éoliens d'ici à 2027. Ce nouvel élan est justifié par la volonté de rendre la Lettonie moins dépendante des importations d'électricité, ainsi que de limiter l'importance du gaz naturel Russe dans le mix énergétique Letton. Le cabinet des ministres a donné son accord au projet, et doit se prononcer d'ici au 1^{er} avril 2022 sur un allègement des contraintes imposées au développement de l'énergie éolienne dans le pays.

Pour accélérer le passage vers les énergies renouvelables et diminuer la dépendance des ressources énergétiques fossiles, le ministère de l'Environnement et du développement régional a élaboré un programme d'aide pour le remplacement des équipements de chauffage à combustible fossile (gaz naturel) par des appareils à énergie renouvelable (appareils de chauffage à granulés de bois de biomasse, pompes à chaleur, panneaux solaires) ou le raccordement au système de chauffage centralisé, ainsi que la production d'énergie à partir de ressources renouvelables (panneaux solaires, éoliennes) pour les besoins des ménages. Un financement total de 20M EUR est disponible pour ce programme de soutien. Le ministère prévoit que la subvention sera fournie sous la forme d'un paiement unique après l'achat et l'installation du nouvel équipement de chauffage à hauteur de 70% du coût d'achat et pour un montant maximum de 20 000 EUR par ménage.

Le 23 août 2022, le gouvernement a décidé d'octroyer 193,48M EUR du budget d'Etat pour assurer la création de réserves de gaz naturel à hauteur de 1,8-2,2TWh à partir de l'année prochaine afin de garantir la stabilité du réseau électrique, dans le cas d'une déconnexion anticipée du réseau électrique BRELL, prévue initialement pour 2025. L'acquisition des réserves de gaz au terminal GNL-LNT de Klaipeda et leur stockage dans la réserve souterraine gazière Incukalns sera assurée par la société énergétique « Latvenergo » au quatrième trimestre de 2022.

Par ailleurs, fin août 2022, le gouvernement letton a décidé de confier à des investisseurs privés la construction d'un terminal GNL sur le site de Skulte, proche du stockage souterrain d'Incukalns, pour une mise en service en 2023-2024.